

Étranger 21

Burundi/Crimes contre l'humanité  
La CPI autorise une enquête dans le pays



Photo : AFP

Malgré son retrait de la CPI, le Burundi s'apprête à faire face à une enquête de la juridiction internationale sur des crimes contre l'humanité présumés.

AFP  
La Haye/Pays-Bas

LES juges de la Cour pénale internationale ont autorisé l'ouverture d'une enquête sur des crimes contre l'humanité présumés dans les troubles survenu en 2015-2017 au Burundi, devenu le mois dernier le premier pays à quitter la CPI, a annoncé le tribunal hier. Dans une décision rendue sous scellés le 25 octobre, la CPI "a autorisé le procureur de la CPI à ouvrir une enquête sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis au Burundi ou par des ressortissants burundais à

l'extérieur de leur pays depuis le 26 avril 2015 et jusqu'au 26 octobre 2017", précise un communiqué du tribunal qui siège à La Haye. Cette autorisation, qui fait suite à l'examen préliminaire lancé en avril 2016 par la procureure Fatou Bensouda, concerne "notamment : le meurtre et la tentative de meurtre, l'emprisonnement ou la privation grave de liberté, la torture, le viol, la disparition forcée et la persécution". Ce pays de la région des Grands Lacs est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en 2015 sa candida-

ture à un troisième mandat, qu'il a obtenu après une élection boycottée par l'opposition. Les violences qui ont accompagné cette crise ont engendré au moins 1 200 morts, la détention illégale de milliers de personnes et la torture de milliers, des centaines de disparitions ainsi que le déplacement de plus de 400 000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la CPI. Le Burundi s'est retiré de la CPI avec effet au 27 octobre dernier mais le tribunal international reste compétent pour la période précédente cette date, où le pays reconnaissait la juridiction.

Cameroun/Violences

Couvre-feu nocturne à Bamenda, épice de la crise anglophone

AFP  
Yaoundé/Cameroun

LES autorités camerounaises ont décidé d'imposer un couvre-feu nocturne pour au moins deux semaines à Bamenda, l'un des épice de la crise anglophone dans le nord-ouest du Cameroun, où deux gendarmes ont été abattus mardi par des séparatistes présumés, selon une décision préfectorale obtenue hier par l'AFP. Le préfet du département de la Mezam, ayant pour chef-lieu Bamenda, "informe les habitants (de cette localité) que la circulation des personnes, des voitures et des motos, est interdite dans la ville du 8 au 23 novembre, de 22 heures (locales) à 5 heures (du matin)", indique la décision. Dans une autre mesure consultée par l'AFP, les autorités précisent que commerces et lieux publics seront fermés de nuit durant la même période. Elles promettent des sanctions à "toute personne ou groupe de personnes" qui violerait ces restrictions, qui ne

concernent pas les véhicules administratifs, ceux des forces de l'ordre et de l'armée, ainsi que les ambulances. Mardi soir, deux gendarmes en faction devant une société de micro-finance ont été tués à Bamenda par des "terroristes sécessionnistes", selon le porte-parole du gouvernement, Issa Thiroma Bakary. Une civile a été également tuée dans l'incident, a-t-on appris de sources concordantes. Lundi, un autre gendarme avait été abattu lors d'une traque de séparatistes présumés à Jakiri (nord-ouest). M. Tchiroma a attribué cette attaque aux séparatistes. Il s'agit des premières victimes dans les rangs des forces de sécurité depuis le début de la crise anglophone. Le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun, deux régions anglophones sur les dix régions que compte le pays, sont en proie à une grave crise socio-politique depuis novembre 2016. S'estimant marginalisés par le pouvoir, des indépendantistes anglophones ont tenté le 1er octobre de

manifeste pour proclamer symboliquement l'"indépendance" de ces deux régions, surnommées "Ambazonie" par ses partisans. Au moins quatorze personnes ont été tuées dans les violences en marge de cette proclamation symbolique, selon un bilan établi par l'AFP, ainsi que cinq prisonniers qui tentaient de s'évader. Des ONG locales évoquent des bilans bien plus lourds. Depuis l'étranger, les leaders sécessionnistes ont appelé les populations de ces régions à former des groupes d'autodéfense pour combattre ce qu'ils qualifient de "force d'occupation", en référence aux milliers de policiers et soldats déployés par les autorités. Selon le quotidien privé Le Jour, les autorités camerounaises ont émis des mandats d'arrêt internationaux contre 15 séparatistes anglophones installés à l'étranger. Le leader des séparatistes, "président" auto-proclamé de "l'Ambazonie", Sisiku Ayuk Tabe, ferait partie des hommes ciblés, a affirmé le même journal.



Restaurants • Salons de Thé • Boîtes de nuit...



Menu du jour 12 000  
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi  
Mix grill et Orchestre

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Dimanche  
Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :  
• 27 000 adultes  
• 17 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO  
CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

HAPPY HOURS  
TOUS LES JOURS  
de 18h à 21h



et le Dimanche  
toute la nuit  
pour la soirée Salsa



NOUVEAU LOOK !!

BAR Ambiance  
RESTAURANT  
PIZZA au feu de bois



Le Fort de l'Eau

Ouvert tous les jours de 7h30 à 24h00  
TEL. : 07 38 83 21 - 06 75 49 45

Lynn's RESTAURANT

SPÉCIALITÉS ORIENTALES & EUROPÉENNES

PIZZERIA - FASTFOOD

LIVRAISON À DOMICILE

PLAT DU JOUR  
6 000 F CFA



QUARTIER GLASS  
03 19 33 33 - 02 95 33 33

POUR VOS PUBLICITÉS



Contacts :

Tél : 04 10 03 91  
07 17 34 20